Politique, années folles et entre-deux-guerres à Nancy et dans son agglomération

Jean El Gammal

Si on l'observe à travers un prisme politique, la période « Art déco »[1] nécessite la prise en compte, non seulement des années 1920, mais de l'ensemble de ce que l'on appela plus tard l'entre-deux-guerres[2]. Après la fin de la Grande Guerre, les difficultés, les orientations et les courants politiques, s'inscrivent non seulement dans une conjoncture, mais dans un cadre en quelque sorte structurel. Celui-ci est associé, malgré quelques changements, concernant le mode de scrutin législatif en 1919 et 1924, et, sur un autre plan, l'apparition du Parti communiste à la fin de 1920[3], aux deux dernières décennies de la Troisième République. Durant le temps assez bref qui m'est imparti, en me fondant sur des travaux publiés[4] ou des mémoires universitaires, ainsi que sur des sources d'archives municipales et départementales, j'aborderai successivement les thèmes suivants : la place et le poids de la conjoncture, les élections et les courants politiques à Nancy et dans les communes environnantes, les enjeux culturels et publics de l'entre-deux-guerres[5].

La place et le poids de la conjoncture

Il convient tout d'abord de rappeler des données qui ne concernent pas seulement Nancy et les communes environnantes, mais prennent parfois un caractère spécifique. Après la fin de la Grande Guerre, la joie éprouvée en raison du retour de l'Alsace-Moselle se mêle à Nancy – la ville est décorée en 1919[6] - et dans le département, non seulement au temps du deuil, mais à des préoccupations liées à la concurrence possible ou réelle des villes recouvrées. Il s'agit de Metz[7] et surtout de Strasbourg. Vers la préfecture du Bas-Rhin, notamment, partent diverses personnalités du monde universitaire et culturel.

---

[1] Notons que l'on parlait plutôt de « style moderne » : voir *Mosaïque d'architectures au temps de l'Art déco en Meurthe-et-Moselle*, Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, catalogue d'exposition, 2025, p. 10 (texte de Bernard Tonnelier, avec Hélène Barbey-Say et Jean-Charles Cappronnier).

[2] Voir Emmanuelle Retaillaud, « Années « folles », rugissantes » ou « dorées » ? Nommer les années vingt » et Dominique Kalifa, « L'entre-deux-guerres », in Dominique Kalifa (dir.), *Les noms d'époque - De « Restauration » à « années de plomb »*, Paris, Gallimard, 2020, p. 231-256 et 257-276 ; voir aussi Myriam Juan, *Les années folles*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

[3] Il est peu influent dans l'agglomération, sauf un temps à Chaligny.

[4] Dont la synthèse certes un peu ancienne de Pierre Barral et Jean-Claude Bonnefont, in René Taveneaux (dir.), *Histoire de Nancy*, Toulouse, Privat, 1978 (P. Barral pour la politique, p. 431-438), ainsi que François Roth, notamment in *Nancy-2000 ans d'histoire*, Nancy, Place Stanislas, 2008, p. 227-232, et, à l'échelle du département, *Meurthe-et-Moselle-150 ans d'histoire*, Archives de Meurthe-et-Moselle, 2021, p. 63-91.

[5] Pour les années 20, le mémoire de maîtrise de Camille Vuillemin, « La municipalité de Nancy, l'art et la culture dans les années 1920 », demeure utile. Voir aussi celui de Camille Moro, « Les partis politiques de gauche et la laïcité dans la Meurthe-et-Moselle de l'entre-deux-guerres (1919-1939) », les deux sous ma direction, en 2008.

[6] La ville reçoit la Croix de guerre et la Légion d'honneur en présence du président de la République, Raymond Poincaré, le 12 octobre 2019.

[7] La complexité de la situation, entre joie et préoccupations, est bien analysée par Philippe Alexandre dans la conclusion d'un colloque datant de 2018 : voir « Le retour des « frères annexés » - Enthousiasmes et inquiétudes dans l'opinion lorraine au lendemain de la désannexion de l'Alsace-Lorraine », in Jean-Noël Grandhomme, Laurent Jalabert et Laurent Kleinhentz (dir.), *Le retour à la France de la Lorraine annexée 1918-1925*, Metz, Editions des Paraiges, 2021, p. 669-693.

À Nancy, la municipalité dirigée par Henri Mengin en est bien consciente. Il lui faut aussi se préoccuper de la reconstruction. C'est aussi le cas pour bien des communes lorraines[8]. Si l'effort considérable effectué dans ce domaine porte ses fruits, vers le milieu des années 20, la guerre a évidemment laissé bien des traces, et la place des anciens combattants dans la vie locale est longtemps considérable. Les moyens des municipalités, de plus, sont contraints, y compris lors d'une période - la seconde moitié de la décennie – souvent présentée comme plus favorable, même si, avec le « franc Poincaré », est entérinée la dévaluation du franc.

La crise économique touche surtout la France à partir de la fin de 1930. Dans l'Est, elle entraîne des difficultés économiques et sociales non négligeables. Des entreprises ferment et des chantiers sont retardés, même si l'extension du tissu urbain se poursuit, associée à une seconde période de l'Art déco, étudiée notamment par Gilles Marseille[9], à l'échelle de lotissements parfois plus modestes, souvent édifiés par des entrepreneurs italiens, l'un des principaux architectes, sous ce rapport, étant Fernand Mascret. Politiquement, même en dehors des périodes électorales examinées ci-après, la perception de la montée des périls se fait jour, pendant et après le Front populaire.

Élections et courants politiques

On retient souvent que cette période, à Nancy, voire dans le département, est dominée, sur le plan électoral, par la droite, qu'il s'agisse des scrutins municipaux ou des scrutins législatifs. En fait, la situation est souvent complexe, car les droites et les gauches sont assez diverses, en Lorraine comme ailleurs, et des questions de personnes rendent certains scrutins quelque peu incertains. L'un des rares parlementaires nancéiens *de facto* inamovibles de la période, Louis Marin, auquel l'ancien préfet de Meurthe-et-Moselle Eric Freysselinard – associé-correspondant national de l'Académie - a consacré une thèse importante[10], joue aussi un rôle dans le département, dont il préside le conseil général à compter de 1934[11], mais il est surtout un élu national, chef de parti – la Fédération républicaine - et plusieurs fois ministre.

Avec Albert Lebrun, moins conservateur et qui devient sénateur en 1920[12], Louis Marin est en Meurthe-et-Moselle l'un des chefs de file du Bloc National[13] en 1919, dont la liste d'Entente républicaine et d'union nationale[14] l'emporte aisément. Il reste que les scrutins municipaux, à Nancy tout au moins, sont plus contrastés qu'il n'y paraît. En 1919, le maire sortant Gustave Simon, très actif mais contesté par une partie de la population, est conduit à se retirer après le premier tour[15], mais sa liste d'union est élue. L'ancien bâtonnier Henri Mengin devient maire,

---

[8] Voir *La première reconstruction-Architecture et urbanisme en Lorraine et dans l'Est (1919-1939)*, Archives modernes de l'Architecture lorraine-Serge Domini, 2019, notamment la contribution de Gilles Marseille, « Un centre à la marge-Nancy et la Première Reconstruction », p. 236-243 (p. 238 pour l'événement évoqué note 6).

[9] Voir sa thèse « Urbanisme et architecture domestique de l'entre-deux-guerres à Nancy et dans son agglomération », université de Lorraine, 2013, et sa brochure, « Nancy Art Déco-Huit balades architecturales à travers la Métropole », Strasbourg, La Nuée Bleue, réédition 2025.

[10] Qui sera publiée l'an prochain.

[11] Voir Jean El Gammal, « Les modérés, Louis Marin et l'histoire politique de la Meurthe-et-Moselle de la fin du XIXe siècle à la fin des années 1950 », in Bruno Benoit et Gilles Vergnon, *Laurent Bonnevay-le centrisme, les départements et la politique,* Lyon, Editions Stéphane Bachès, 2009, p. 235-244.

[12] Voir Éric Freysselinard, *Albert Lebrun - le dernier Président de la IIIe République*, Paris, Belin, 2013, p. 282-284 et 295-297.

[13] Sur les significations de cet adjectif, voir notre article, « Être « national » dans l'Est durant l'entre-deux-guerres », *Annales de l'Est,* n°1, 2010, p. 61-71.

[14] Voir l'affiche reproduite dans r*Meurthe-et-Moselle-150 ans d'histoire, op. cit.,* p. 77.

[15] Il est décédé en 1926. Son monument funéraire, de style « Art déco », se trouve au cimetière de Préville : voir Gilles Marseille, brochure citée, p. 42.

tandis que Camille Schmitt – conseiller municipal depuis 1912 – est adjoint aux finances et que l'architecte Emile André siège au conseil.

Le contexte de 1925 est plus mouvementé, notamment en raison d'une polarisation accentuée dans la ville. En 1924, la formule de la proportionnelle a été maintenue, et les députés sont quasiment les mêmes qu'en 1919, mais le Cartel des gauches l'a emporté à l'échelle nationale. Si sa tentative d'instaurer la Séparation en Alsace-Moselle tourne court, ce n'est pas seulement en raison de la mobilisation dans les trois départements concernés, mais aussi des protestations et manifestations dans plusieurs villes, dont Nancy. La gauche y demeure laïque, et l'union de 1919, même incomplète, n'est plus d'actualité à l'échelle municipale. A une liste de droite et de centre droit, s'oppose principalement celle que conduit Camille Schmitt (certes sans socialistes et *a fortiori* communistes). Au soir du deuxième tour, sa liste n'a que deux élus, dont il ne fait pas partie[16]. Henri Mengin ne s'est pas représenté, et c'est un ancien radical, l'industriel Emile Delvit, qui devient maire, mais la droite et le centre l'ont emporté dans la ville et la plupart des communes de l'agglomération.

En 1928, le scrutin d'arrondissement a été rétabli. L'union nationale conduite depuis l'échec du Cartel par Raymond Poincaré – qui se retire pour cause de maladie en 1929 - peut s'appuyer sur trois députés de droite dans les trois circonscriptions de Nancy : Louis Marin, Edouard de Warren et Désiré Ferry[17]. Sur le plan municipal, lors du scrutin de 1929, la situation à Nancy se révèle complexe, voire étonnante. Il y a trois listes principales. Le maire sortant, Delvit, qui se retrouve isolé, conduit la sienne. Les démocrates populaires ont une certaine influence sur celle qui comprend de nombreux adjoints sortants, tandis que Camille Schmitt est à la tête de la liste radicale. Pour le second tour, une étrange liste proportionnelle associe des radicaux, le socialiste Charles Doley et des candidats de la liste Delvit – sans Pierre Lyautey et Léon Malgras (René d'Avril), qui n'ont pas accepté cette formule. C'est la liste dite de concentration qui l'emporte de peu, avec 20 sièges contre 16[18]. Le nouveau maire est le démocrate populaire Joseph Malval. Dans l'agglomération, l'un des rares changements se situe à Tomblaine, où le sénateur Louis Michel, maire depuis 1904, ne s'était pas représenté. La liste qu'il soutenait est battue par la gauche, proche des socialistes[19].

Lors des élections législatives de 1932, si Louis Marin et Désiré Ferry sont réélus, les divisions de la droite et du centre entraînent la défaite d'Edouard de Warren et l'élection du radical Emile Seitz. L'année suivante, Joseph Malval – dont, par ailleurs, un projet d'absorption par Nancy de communes voisines avait été rejeté[20] - décède en cours de mandat, et l'élection interne qui suit est très disputée. L'un de ses adjoints, Charles Noël, est élu au second tour, alors que Camille Schmitt semblait l'emporter au premier. Après un recours en Conseil d'Etat, c'est ce dernier qui devient maire en décembre 1933. Camille Schmitt ne soutient que très discrètement, voire pas vraiment, le Front populaire, et il ne participe pas à des réunions publiques. Toujours est-il qu'il est réélu nettement face à la droite qui se dit encore anticartelliste[21]. Elle est conduite

---

[16] Arch. mun., 1 K 215 et 216.

[17] Voir les notices de ces trois personnalités dans Jean El Gammal (dir.), *Dictionnaire des parlementaires lorrains sous la Troisième République*, Metz, Serpenoise, 2006, respectivement p. 169-171 (Jean-François Eck), 188-189 et 149-150 (Jean El Gammal).

[18] Voir Arch. mun., 1 K 217, et Arch. dép., 3 M 233.

[19] Voir dans le dictionnaire cité, p. 177-178, la notice due à François Roth.

[20] Voir Gilles Marseille, brochure citée, p. 9, et la communication de Vincent Bradel, « Au seuil d'une modernité urbaine : enjeux, débats et projets autour d'un plus grand Nancy entre 1919 et 1939 », colloque « Arts et architecture au temps de l'Art déco dans le Grand Est », organisé par l'AMAL (Archives modernes de l'Architecture lorraine », novembre 2025, actes à paraître.

[21] Peut-être par référence au « second Cartel » de 1932, plus éphémère et limité que celui de 1924. On peut voir aussi dans le choix de cet adjectif une réminiscence de la campagne de 1925.

par l'industriel et aviateur Paul Daum, l'un des dirigeants de la firme qui porte son nom[22]. Il siégeait depuis 1919 au conseil municipal[23]. En 1936, deux des trois circonscriptions[24] de l'arrondissement de Nancy restent à droite, mais il y a deux changements. Alors que Louis Marin retrouve son siège dans la première, le jeune avocat et journaliste François Valentin, nettement à droite et soutenu par le précédent, bat Emile Seitz dans la seconde[25]. En revanche, la gauche – en l'occurrence hors des rangs de la SFIO et du Parti communiste - comme avec Philippe Serre et Georges Izard plus au nord – l'emporte de peu, grâce à un bon report de voix et au soutien mesuré de Camille Schmitt, contre Désiré Ferry dans la troisième, en la personne d'un jeune avocat parisien, attaché de cabinet de Joseph Paul-Boncour, Pierre-Olivier Lapie[26].

Les enjeux culturels et locaux

D'après ce qui précède, il n'existe guère de points de contacts entre une vie politique assez traditionnelle, malgré quelques traits originaux, et l'histoire culturelle au temps de l'Art déco. D'une part, s'il y a eu quelques candidats lors des scrutins municipaux, peu de personnalités du monde culturel, au sens large, figurent parmi les élus, en dehors d'Emile André et surtout de Paul Daum. En outre, la vie politique nancéienne est peu marquée, en apparence, par les « années folles ». C'est plutôt une certaine gravité, voire une austérité, qui domine, ainsi qu'un traditionalisme culturel, notamment sous le signe de la religion, ou, à l'inverse, de la laïcité.

Pourtant, si l'on peut noter, avec Camille Vuillemin, que les milieux politiques des années 1920 sont peu sensibles aux avant-gardes, il existe néanmoins quelques points de contact, et des initiatives qui ne sont pas sans écho, ne serait-ce que parce qu'elles suscitent des controverses. On l'observe dans les années 1920, avec le Comité Nancy-Paris[27], que l'on évoquera brièvement, d'autant qu'il a peu de liens avec la municipalité et a surtout compté, de 1923 à 1927, sur ses propres forces. Si certains de ses jeunes animateurs, comme Georges Sadoul[28] ou André Thirion, ont adhéré au Parti communiste, c'est, dans le cas du premier, par la suite, et ce choix est très minoritaire parmi les adhérents. En outre, c'est l'invitation d'artistes surréalistes qui a contribué à l'éclatement du comité, dont certains des membres principaux sont allés s'installer à Paris. Il ne s'agit donc pas d'une alternative culturelle durable, mais d'un point de passage, y compris pour des architectes, artisans d'art ou artistes. L'un des initiateurs du comité,

---

[22] Avec son frère Antonin, qui fut membre de l'Académie de Stanislas. Il a publié une intéressante étude, « Les industries d'art de Nancy avant et depuis la guerre », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, volume 1924-1925, p. 55-68.

[23] Voir Christophe Bardin, *Daum 1878-1939-Une industrie d'art lorraine*, Metz, Serpenoise, 2004, p. 47, et la récente biographie de Patrick-Charles Renaud, *Paul Daum-Maître verrier de l'Art Déco-Aviateur et résistant*, Haroué, Gérard Louis, p. 227 (sur sa liste, figuraient Charles Noël et le professeur de droit François de Menthon).

[24] La première associe le canton de Nancy I et ceux de Pont-à-Mousson et Nomeny, la deuxième ceux de Nancy Ouest, de Vézelize et Haroué, et la troisième les deux autres de Nancy (Est et Sud) et celui de Saint-Nicolas de Port.

[25] Voir notre notice, dictionnaire cité, p. 184-186.

[26] *Ibid.,* p. 162-163, et le mémoire de maîtrise de Charles Schérer, « Pierre-Olivier Lapie, député de Meurthe-et-Moselle, 1936-1958 », Université Nancy 2, 1999. Sur le scrutin dans le département, on trouve de nombreux détails dans le mémoire de Christian Cordary, sous la direction de François Roth, université Nancy II, « Les élections du Front Populaire en Meurthe-et-Moselle », 1973.

[27] Voir Catherine Coley, « L'effort moderne à Nancy dans les années 20 », *Le Pays lorrain*, 1986, p. 5-20, et catalogue de l'exposition de 2006, Blandine Chavanne (dir.), *Une expérience moderne : le comité Nancy-Paris 1923-1927*, Lyon, Fage, 2007. D'un point de vue plus général, au sujet des relations avec la capitale, voir notre article, « Paris-province : le cas des villes lorraines à l'époque contemporaine », *Annales de l'Est*, 2004, p. 5-18.

[28] Issu d'une famille qui compta beaucoup dans l'histoire de l'Académie de Stanislas, notamment en la personne de Charles, père de Georges et fondateur en 1904 du *Pays lorrain*, et de Louis, qui lui succéda à la tête de la revue.

André Lurçat, associé à Albert Michaut, participa pour sa part en vain à trois concours municipaux, de 1931 à 1934[29].

Globalement, les élus nancéiens, surtout municipaux, sont confrontés à un certain nombre de responsabilités, notamment financières, lorsqu'il s'agit par exemple du conservatoire ou du théâtre municipal, qui contribuent au rayonnement de la ville, tout en répondant aux souhaits d'un public certes minoritaire. La ville contribue aussi à la construction de la cité universitaire de Monbois et à la reconstruction de la bibliothèque universitaire[30].

Le soutien de la municipalité peut aussi concerner des collections, comme celles de l'institut de géologie – futur musée-aquarium – qui donne lieu à la construction, en 1933, d'un bâtiment relevant de la modernité architecturale, les architectes étant les frères Jacques et Michel André, avec la participation de Jean Prouvé[31]. De plus, il existe des sollicitations qui ne s'inscrivent pas seulement dans le cadre de la ville et de ses environs. C'est ainsi qu'une subvention de 50000 francs – pour un coût d'environ 800000 - a été accordée en 1925 au Pavillon de Nancy et de la Lorraine de l'Exposition des Arts décoratifs[32], et qu'en 1937, un autre pavillon, moins représentatif esthétiquement, représente la Lorraine lors de l'Exposition internationale[33].

D'un point de vue à la fois politique et culturel, en revanche, il n'y a guère eu d'écho, à ma connaissance, aux aspects « populaires » de la politique culturelle du Front populaire[34], en raison de plusieurs facteurs : la tiédeur à son égard de la municipalité de Camille Schmitt, la dissociation progressive du Front populaire et le poids des préoccupations économiques, sociales et internationales. En revanche, les mobilisations militantes, notamment lors de réunions publiques, n'avaient pas été négligeables en 1935-1936[35], dans plusieurs communes de l'agglomération et le cent-cinquantenaire de la Révolution française a bel et bien fêté en juillet 1939[36].

À travers les considérations qui précèdent, on voit bien l'écart qui peut exister entre la politique au sens institutionnel et les formes les plus novatrices de la culture de la période, mais ce n'est pas propre à Nancy et à la Lorraine. Il faut aussi revenir sur l'importance des représentations, c'est-à-dire des diverses formes de description et d'analyse de la période. Il y a un risque d'anachronisme à plaquer sur la période des grilles plus tardives. Si les querelles de personnes et les manœuvres politiques sont présentes dans de nombreuses configurations et de manière récurrente, les notions qui nous sont familières (« années folles », « Art déco », voire « entre-

---

[29] Sur les aspects architecturaux, voir Catherine Coley, « Organiser une exposition d'architecture moderne : l'expérience d'André Lurçat à Nancy », et Gilles Marseille, « L'architecture nancéienne et le comité Nancy-Paris, un rendez-vous manqué ? », in *Quand l'architecture internationale s'exposait – 1922-1932*, Lyon, Fage, 2010, p. 11-26 et 38-46.

[30] Voir la contribution d'Érick Germain.

[31] Voir François Le Tacon, Jean-Luc André, Olivier-Henri Dancy, *Nancy et la Lorraine au temps de l'Art Déco et de la modernité,* Ars-sur-Moselle, Serge Domini, 2018, p. 82-83.

[32] Voir l'article de Jules Froelich, « Le Pavillon de Nancy et de l'Est de la France à l'Exposition internationale des Arts décoratifs et industriels, à Paris, en 1925 », *Le Pays lorrain*, 1925, p. 262-266. Le projet a été surtout porté par un groupement économique régional : voir le catalogue de l'exposition *Regards sur l'Art déco*, Haroué, Gérard Louis, 2021, p. 14. Voir aussi la communication d'Alexandre Miot, « Le pavillon de Nancy et de l'Est de la France à l'exposition de 1925 : une vitrine de l'Art déco régional ? », colloque cité, « Arts et architecture au temps de l'Art déco dans le Grand Est ».

[33] Voir François Le Tacon *et alii, op. cit.*, p. 14-15, et Roselyne Bouvier, « Majorelle et le modernisme : l'exposition des arts et techniques dans la vie moderne : Paris 1937 », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, huitième série, tome XXVIII, 2013-2014, p. 125-142.

[34] Voir Pascal Ory, *La Belle illusion-Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.

[35] Voir Arch. dép., 1 M 652, et le mémoire cité de Christian Cordary.

[36] Arch. mun. Nancy, 1 I 358.

deux-guerres ») sont en partie des constructions postérieures, de même que les « politiques culturelles ». En outre, les répercussions de la Grande Guerre ont été multiples et ne sont pas étrangères aux inquiétudes qui s'appesantissent, non sans raisons, à la fin de la période, même si des dynamiques sont à l'œuvre, que l'on retrouve au titre d'une autre reconstruction, après la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle des personnalités ont perdu la vie, comme Désiré Ferry sur la ligne Maginot et Paul Daum en déportation. Quant à Camille Schmitt, resté en fonctions sous l'Occupation, il doit quitter la mairie en 1944, et, l'espace de quelques mois, il est remplacé par Jean Prouvé, figure de l'avant-garde s'il en fut. Pierre-Olivier Lapie, premier député à avoir rallié le général de Gaulle, a été pour sa part à nouveau parlementaire de 1945 à 1958. Toujours est-il qu'au-delà des personnalités, les caractères de la Seconde Reconstruction et l'entrée progressive dans les « Trente Glorieuses », ouvrent sur une autre modernité. Il reste que l'on peut mentionner certains prolongements, par exemple dans le cas de l'Hôtel de Ville de Nancy, dont la modernisation avait été décidée à la fin des années 1930 et fut poursuivie après 1945[37].

[37] Voir Philippe Wernert, *L'Hôtel de Ville de Nancy*, Haroué, Gérard Louis, 2025, p. 99-125.